**FONCIER AGRICOLE**

**Promotion de l’investissement**

[**L’accès au foncier agricole par la mise en valeur des terres dans le cadre de la concession**](http://madrp.gov.dz/agriculture/foncier-agricole/promotion-de-linvestissement/)

[**L’accès au foncier agricole par la mise en valeur des terres par dans le cadre de l'APFA**](http://madrp.gov.dz/agriculture/foncier-agricole/promotion-de-linvestissement/)

[**Récupération des terres non travaillées**](http://madrp.gov.dz/agriculture/foncier-agricole/promotion-de-linvestissement/)

En application des dispositions de la [**loi n° 08-16 du 03 aout 2008 relative à l’orientation agricole**](http://madrp.gov.dz/wp-content/uploads/2018/05/loi_orientation_agricole.pdf)***,*** et dans le cadre des orientations visant à inscrire l’agriculture au cœur de notre politique économique, ce qui va nous permettre de soutenir notre transition vers un nouveau modèle de croissance et de préparer l’avenir des générations futures, l’agriculture étant inéluctablement l’alternative aux hydrocarbures.

Un dispositif permettant l’accès au foncier agricole a été mis en place depuis 2011, à savoir **la** **circulaire interministérielle n°108 du 23 février 2011 relative à la création des exploitations agricoles et d’élevage*,***et qui a été modifiée et complétée par [**la circulaire interministérielle n° 1839 du 14 décembre 2017**](http://madrp.gov.dz/wp-content/uploads/2019/01/1839-VFR-.pdf)portant accès au foncier agricole relevant du domaine privé de l’Etat, destiné à l’investissement dans le cadre de la mise en valeur des terres par la concession***.***

**La Circulaire Interministérielle n°1839 du 14/12/2017 (MICLAT – MF – MADRP – MRE) portant accès au foncier agricole relevant du domaine prive de l’état, destiné à l’investissement dans le cadre de la mise en valeur des terres par la concession (Amendement de la circulaire interministérielle n°108 du 23 février 2011) :**il s’agit de la révision du Circulaire Interministériel n° 108 du 23 février 2011 avec comme objectifs :

* La **désignation d’un guichet unique** pour le dépôt des dossiers, en l’occurrence    
  la direction des services agricoles de la wilaya.
* La validation, par la Commission d’Orientation de Wilaya (COW) présidée par le Wali, des projets d’investissements structurants, innovants et à forte valeur ajoutée,   
  **sans passer par la procédure d’appel à manifestation d’intérêt**, le Ministre chargé de l’Agriculture entendu. Cette commission constitue un instrument de veille, de concertation et d’accompagnement pour le développement du secteur agricole au niveau de la wilaya.
* L’établissement par la Commission d’Orientation de Wilaya (COW) présidée par le Wali, **d’une décision d’éligibilité**, préalablement à l’acte de concession ;
* **L’élargissement** de la Commission d’Orientation de Wilaya (COW) à d’autres représentants, tel que **l’ANRH, la SONELGAZ**, ceci en vue de donner plus de garanties pour la faisabilité technique des projets d’investissement concernés ;
* La réhabilitation de la cellule de facilitation instituée en vertu de la note ministérielle   
  n° 66 du 25 janvier 2016 devant permettre de traiter, au niveau du Ministère,  
  les dossiers à caractère particulier avant de les soumettre à la commission de wilaya.

Le projet de circulaire en question vise ainsi, l’adaptation et le réajustement du dispositif et des procédures d’accès au foncier agricole, destiné à l’investissement dans le cadre de la mise en valeur par la concession, en tenant compte des exigences économiques devant permettre de développer et diversifier la production nationale, tout en créant des postes d’emplois dans les régions ciblées, notamment celles des hauts plateaux et du Sud.

Pour se faire et afin d’assurer la bonne prise en compte des intérêts et préoccupations sus évoqués dans le domaine agricole, deux catégories de projets d’investissements ont été identifiés, à savoir :

* **Les microprojets agricoles :**il s’agit des projets qui sont réalisés sur des parcelles ne dépassant pas les 20 hectares, tendant à développer les cultures maraichères et/ou arboricoles fruitières dont le rendement serait immédiat et/ou à court terme ;
* **Les autres projets d’investissement agricole :**Il s’agit de projets réalisés sur des superficies plus importantes, présentant un caractère innovant, d’importance nationale et pouvant être réalisés en individuel ou en partenariat.

Ainsi, la circulaire n° 1839 du 17 décembre 2017 se présente comme suit

**Objectifs**

* facilitation de la procédure d’accès au foncier agricole
* promotion de l’investissement par la mise en valeur
* sécurisation et accompagnement des investisseurs
* récupération des terres non travaillées

**Eléments Saillants de la nouvelle circulaire**

* Création d’une Commission d’Animation et d’Orientation de l’Investissement Agricole «CAIW» au lieu et place de la COW et élargissement de la composante à l’ANRH – la SONELGAZ – l’ONTA – (et BADR à titre consultatif)
* Possibilité pour le Wali d’orienter le périmètre, exclusivement ou majoritairement, à l’investissement
* Obligation d’étude de faisabilité du périmètre
* Suppression de l’appel à manifestation d’intérêt
* Dépôt des dossiers au niveau d’un Guichet unique, la DSA en l’occurrence
* Instauration, par le Wali, d’une Commission de suivi composée des représentants de la DSA et de l’ONTA
* Fixation des délais de traitement des dossiers (15 à 45 jr)
* La mise en place de la décision d’éligibilité préalable à l’acte de concession
* Mise en place d’un cahier des charges fixant, notamment, l’échéancier de réalisation du projet
* Possibilités de résiliation administrative sans recours à un huissier de justice.

**Création d’un Périmètre :**qui se fait en quatre étapes :

**1-identification d’un périmètre**: par le DSA et P/APC concerné sur la base de la disponibilité des terres et de la confirmation de la ressource hydrique

**2- validation du périmètre**: par la Commission de wilaya suite à la soumission par le DSA.

La validation se base sur :

* l’avis sans condition de l’ANRH
* l’étude de faisabilité technico-économique réalisée par le BNEDER (ou validée par ce dernier si elle est réalisée par un autre bureau d’études)
* la délimitation cartographique,
* l’avis de la SONELGAZ (qui est sollicité) sur la disponibilité de l’énergie (même si dans l’attente, le recours à d’autres sources d’énergie est possible).

**NB. Aucune attribution n’est tolérée avant la création effective du périmètre.**

**3- création du périmètre**: par arrêté du Wali

**4- destination du périmètre** (microprojets ou projets d’investissement) : par la commission de Wilaya selon :

* La disponibilité foncière
* La vision économique de la wilaya

**Types de projets pris en charge par la nouvelle circulaire**

La circulaire fait allusion à deux types de projets :

1- **les micro-projets agricoles** caractérisés par :

* Superficie < 20 ha
* Projets Aux rendements immédiats et/ou à court terme (maraichage- arboriculture fruitière
* Coût estimé à 10 millions DA
* Eligibilité aux avantages accordés: ANSEJ – CNAC – ANGEM

2- **les projets d’investissements agricoles** caractérisés par :

* Projet structurant et intégré
* Filière stratégique et d’importance nationale
* Valeur de l’investissement importante et superficie importante
* Réalisation des actions structurantes (prévue dans l’étude)
* Réalisation du projet en individuel ou en partenariat national ou étranger
* Avantages : ceux accordés par la législation et la réglementation en vigueur

**Financement des projets**

Deux cas de figure se présentent :

1- Cas d’autofinancement (cahier des charges) :

Les exigences minimales requises sont :

* Niveau de capitalisation en adéquation avec la dimension du projet,
* Attestation bancaire de disponibilité de fonds

2- Cas de crédit bancaire : Dans ce cas, la banque statue sur la recevabilité du dossier et délivre un document précisant le montant du crédit accordé, ce qui permettra à la CAIW de déterminer la superficie à accorder en concession,

**Procédure de concession**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Rubriques** | **Pour les micro-projets** | **Pour les projets d’investissement** |
| **Dépôt de dossiers (demande + étude)** | Au niveau de l’APC du lieu d’implantation du périmètre | Au niveau de la DSA qui instruit le dossier (possibilité de recours à l’ANRH, la SONELGAZ …) |
| **NB. Le Wali fixe la périodicité de réception des dossiers** | | |
| **Examen des dossiers** | Par la Commission de Daïra, présidée par le Chef de Daïra  – Approbation des délibérations par le Wali | Par la Commission de Wilaya, présidée par le Wali |
| **Etablissement des Décisions d’éligibilité** | Par la Commission de Daïra | Par la Commission de Wilaya |
| **NB. Les décisions d’éligibilité font foi auprès des administrations et organismes, notamment les Banques** | | |
| **Signature des cahiers des charges** | Auprès de l’ONTA | Auprès de l’ONTA |
| **Etablissement des actes de concession** | Par les services des Domaines | Par les services des Domaines |
| **NB. Dans tous les cas, le MARDP est informé de toute attribution.** | | |

**Dispositions Particulières**

1- **Confirmation MADRP dans le cadre d’un Comité AD-HOC :** pour les dossiers de projets d’investissement structurant et intégrés, dépassant la superficie citée à l’article 23 du D.E n° 10-326 du 23 / 12 / 2010

2-**Peuvent être examinés par la cellule de facilitation MADRP :**pour Les dossiers d’investissement structurant et intégrés, à caractère particulier, innovant, projeté par des investisseurs nationaux ou dans le cadre de partenariat avec des étrangers.

**Suivi des Réalisations**

1. La mission est assurée par une COMMISSION DE SUIVI installée par décision du Wali et composée de représentants de la DSA – DW / ONTA.
2. La Commission établit un Procès-Verbal de constat de l’état d’avancement des travaux, en se référant aux dispositions contenues dans le cahier des charges.
3. Le rapport, ainsi, établi est transmis au :
4. WALI
5. MADRP (DOFMVPP)

Le rapport doit faire ressortie, notamment :

1. Les actions réalisées,
2. Les investissements effectués,
3. Les emplois créés

**Résiliation**

Au regard des conclusions du Procès-Verbal de constat de la Commission de suivi, et en cas de:

* de non réalisation du programme de mise en valeur, ou
* de modification du programme arrêté par le Cahier des charges (sans accord préalable des services techniques de la DSA),

Le bénéficiaire encoure, selon la situation de son dossier d’octroi :

– Annulation de la décision d’Eligibilité par la « CAIW »

– Résiliation administrative de l’acte de concession par les domaines.

**Organisation Foncière**

[**Opération de Conversion des droits de jouissance en droits de concession**](http://madrp.gov.dz/agriculture/foncier-agricole/organisation-fonciere/)

Dans ce cadre, et outre les textes de lois régissant cette opération, deux instructions interministérielles ont été mises en œuvre définissant les procédures à adopter face à certaines situations rencontrées sur le terrain à l’occasion de l’opération de conversion.

**CADRE JURIDIQUE**

Cette instruction interministérielle entre dans le cadre de l’opération de conversion du droit de jouissance en droit de concession, et en application de l’article 6 du décret exécutif n°10-326 du 23 décembre 2010, qui institue une commission de wilaya pour examiner les dossiers dont l’instruction nécessite des informations complémentaires et/ou une vérification des documents ou des faits déclarés.

Cette commission a été instruite des différents cas les plus fréquemment rencontrées sur le terrain et de la démarche pour leur prise en charge en se basant sur les dispositions de[**l’instruction interministérielle n°654 du 11 septembre 2012**](http://madrp.gov.dz/wp-content/uploads/2019/01/Instc_interm_654_11_sep_2012_FR.pdf)**\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\***

**OBJECTIFS RECHERCHÉS**

•      sécuriser le maximum d’exploitants agricoles,

•      favoriser l’exploitation optimale des nombreuses infrastructures et des grandes superficies à potentiel productif avéré ;

•      encourager l’investissement.

Néanmoins, plusieurs dossiers sont en instance au niveau des commissions de wilayas qui ne disposent pas d’éléments d’appréciation pertinents pour leur traitement, ayant conduit à**l’amendement de l’instruction interministérielle n° 654 par l’instruction interministérielle n° 1808 du 5 décembre 2017**

**Instruction Interministérielle n° 654 du 11 septembre 2012 relative au traitement des dossiers de conversion du droit de jouissance en droit de concession par les commissions de wilaya**

**CAS PRIS EN CHARGE**

**1- CAS DES CESSIONS DU DROIT DE JOUISSANCE :**

C’est le cas des transactions réalisées par les titulaires du droit de jouissance, opérées par acte notarié ou par acte sous seing privé, sous condition que l’acquéreur :

•      réponde aux conditions fixées par la loi 87-19 du 08-12-1987 et la [loi 10-03 du 15 aout 2010](http://madrp.gov.dz/wp-content/uploads/2019/01/Loi_10-03_15_08_2010_domaine_prive_d_etat.pdf)

•      exploite réellement la terre.

•      Avec absence de contentieux et/ou d’actions introduites au niveau des juridictions compétentes.

**2- CAS CONCERNES PAR DES MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS**:

Il s’agit des cas où il est relevé que des constructions aient été réalisés sur les terres des exploitations, sans accords. Le traitement diffère selon que les constructions aient un lien ou non avec l’exploitation concernée.

**3- CAS D’ATTRIBUTION AUX MOUDJAHIDINES ET AYANTS DROITS EN VERTU DES DISPOSITIONS DE LA CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE N° 838 DU 24 NOVEMBRE 1996**

Le traitement diffère selon que l’intéressé :

–       Ne dispose pas d’arrêté d’attribution mais figure sur le PV de la Commission de wilaya

–       Dispose d’arrêté d’attribution mais n’exploite aucune terre

**4- DOSSIERS CONCERNES PAR LA NON CONCORDANCE ENTRE L’ACTE ADMINISTRATIF DE JOUISSANCE ET LE PLAN DE DELIMITATION ET DE BORNAGE**

Le traitement s’opère par le confortement de l’exploitant et la mise à jour des plans de délimitation et de bornage.

**Instruction Interministérielle n°**[**1808**](http://madrp.gov.dz/wp-content/uploads/2019/01/1808_FR.pdf)**du 05 décembre 2017 relative au traitement des dossiers de conversion du droit de jouissance en droit de concession par les commissions de wilaya**

**NOUVEAUX CAS A PRENDRE EN CHARGE**

**1- CAS DES CESSIONS DU DROIT DE JOUISSANCE :**

C’est le cas des transactions réalisées par les titulaires du droit de jouissance, **sans en préciser la période**, opérées par acte notarié ou par acte sous seing privé, sous condition que l’acquéreur :

•      réponde aux conditions fixées par la loi 87-19 du 08-12-1987 et la loi 10-03 du 15 aout 2010

•      exploite réellement la terre.

•      Avec absence de contentieux et/ou d’actions introduites au niveau des juridictions compétentes.

**2- CAS D’ACCORDS AVEC DES TIERS**:

Il s’agit des accords, de partenariat ou de location, conclus **avant la promulgation de la loi 10-03 du 15 août 2010,**en vertud’actes notariés, de procurations ou d’actes sous seing privé, lesquels, avec des tiers qui ont procédé à des investissements d’infrastructures ou de plantations.

Le traitement de ces cas intervient, et sur la base  d’un procès-verbal de constat établi par huissier de justice et d’un  procès-verbal établi par les services agricoles **(DSA-ONTA)**, selon la situation:

•      **La relation entre les deux parties a expirée à la date de la demande de conversion ou de régularisation :** l’exploitant initial est conforté à la condition qu’il exploite personnellement et effectivement la terre.

•      **La relation entre les deux parties est en cours de validité à la date de la demande  de conversion ou de régularisation :**le partenaire, le locataire ou le détenteur de la procuration, est conforté à la condition de satisfaire aux conditions de la loi n° 10-03 du 15 août 2010 susvisée, et qu’il exploite, personnellement et effectivement la terre et les investissements.

**3- CAS D’ACQUISITION DE PLUSIEURS QUOTES-PARTS**:

La régularisation ne concerne que les cas des exploitants ayant acquis plusieurs quotes-parts au sein d’une même exploitation ou au niveau de plusieurs exploitations, à la condition :

•      que la totalité forme un ensemble contigu et d’un seul tenant,

•      du respect de la superficie maximale autorisée ;

•      de l’autorisation des services de wilaya de l’ONTA   .

Si l’acquisition de plusieurs quotes-parts remet en cause le principe édicté par l’article 06 de la loi 10-03 du 15 aout 2010 sus visée, la prise en charge des dossiers obéira aux dispositions relatives à la sortie de l’indivision prévues à l’article 11 de ladite loi.

Au regard des principes énoncés aux articles 6 et 16 de la loi 10-03 du 15 aout 2010 (indivision à parts égales et superficie maximale), le traitement passe par **la sortie de l’indivision**.

**Valorisation des produits**

La mutation de l’économie nationale, notamment l’ouverture du marché aux produits extérieurs, ainsi qu’à l’exportation des produits locaux, particulièrement agricoles, imposent la nécessité de mettre en place des indicateurs de qualité permettant à certains produits, tel que ceux de terroir de se distinguer sur les marchés locaux et internationaux, d’être protégées contre toute utilisation abusive et de guider le choix du consommateur, dont les exigences de traçabilité et de qualité dans la consommation alimentaire sont de plus en plus affirmées.

La labellisation  par les signes distinctifs lié à l’origine (indication géographique et appellation d’origine) est un élément de développement indispensable pour la valorisation des produits  agricoles notamment de terroir, c’est  un outil idéal pour se distinguer par rapport à d’autres produits, elle permit le **partage de responsabilité entre:**

**-les pouvoirs  publics**

**-les opérateurs économiques**

**-les consommateurs**

1. **OBJECTIF DE LA LABELLISATION**

* valoriser des produits agricoles notamment du terroir ;
* Garantir la qualité des produits agricoles par les signes distinctifs de qualité, appellation d’origine (AO), indication géographique (IG) et Agriculture biologique (AB) ;
* permettre le développement économique de territoire,
* preservation des savoir-faire traditionnels

1. **ANCRAGE RÉGLEMENTAIRE**

* **La loi d’orientation agricole du 03 août 2008**, a prévu  la prise en considération de la reconnaissance et la promotion de la qualité des produits agricoles ou d’origine agricole par l’institution d’un système de qualité à travers ses articles 32 et 33
* **le décret n° 13-260 du 7 juillet 2013**qui fixe les règles d’organisation générale du dispositif de reconnaissance de la qualité.

**DEVELOPPEMENT ET REGULATION DES PRODUCTIONS AGRICOLES**

**Mesures de soutien des filières agricoles**

Les crises alimentaires, au niveau international, de ces dernières décennies, notamment celle de 2007-2008, ont confirmé le caractère éminemment sensible de la question de la sécurité alimentaire et la mise en évidence de ses liens étroits avec la sécurité et la souveraineté nationale.

A cet effet, l’Etat a consolidé le développement et la croissance du secteur de I ‘Agriculture, a travers la mise en œuvre de la loi d’orientation agricole de 2008.

Dans ce contexte, le Chef de l’Etat a mis l’accent sur le fait que «L’agriculture doit se transformer en véritable moteur de la croissance économique globale grâce à une intensification de la production dont les filières agroalimentaires stratégiques et grâce également a la promotion d’un développement intégré de tous les territoires ruraux».

La vision stratégique de Monsieur le Président de la République visait à asseoir les bases d’une politique agricole permettant de réduire sensiblement les vulnérabilités et de promouvoir l’émergence d’une nouvelle gouvernance de l’agriculture et des territoires ruraux en impliquant davantage les acteurs privés et publics.

Cette politique s’est principalement réalisée à travers la revue des dispositifs de soutien sur la base des principes suivants :

1. La réorientation des soutiens vers les filières de productions agricoles d’importances stratégiques sur le plan alimentaire (céréales, légumes secs, laits, viandes…etc.) ;  
2. Des soutiens orientés vers les circuits de collectes des différentes filières (céréales, laits, pomme de terre, tomate industrielles, semences et plant …) ;  
3. La simplification raisonnée des soutiens accordés aux principaux intrants des filières agricoles (génisses, engrais, machinismes, équipements d’irrigation..) ;   
4. La priorité accordée à la préservation et au développement des filières semences et plants pour les productions animales et végétales ;  
5. Le choix de cibles du soutien à l’investissement dans les exploitations agricoles tenant compte des capacités de contrôle et de suivi de l’administration agricole ;  
6. La sécurisation et la stabilisation des revenus des agriculteurs et la protection des consommateurs à travers le soutien accordées aux actions de régulation (primes de stockage, prix de référence d’intervention …) pour les filières de produits de large consommation (céréales, lait, pomme de terre, viande, oignon..) ;  
7. Une intervention dans les territoires ruraux intégrée et adaptée aux spécificités des espaces agro-écologiques (lutte contre la désertification, aménagement des bassins versants …) ;  
8. La prise en charge des besoins d’accompagnements des petits agriculteurs et éleveurs à travers les programmes du renouveau rural.

Ce réajustement des instruments d’intervention et des modes d’accompagnement du développement agricole et rural vise :

– La promotion d’un environnement incitatif et sécurisant pour les exploitations agricoles et les opérateurs de l’agro-alimentaire et la mise en place d’une politique de soutien adapté ;  
– Le développement et le renforcement des instruments de régulation ;  
– L’accompagnement des producteurs de richesses dans les filières prioritaires ;  
– Le développement des capacités d’intervention des entreprises publiques, des offices et des coopératives agricoles dans la mise en œuvre des programmes de développement et dans les systèmes de régulation .

**Conseils interprofessionnels des filières agricoles**

La politique de développement agricole et rural, initiée sous I’impulsion de la loi d’orientation agricole   
n° 08-16 du 3 août 2008, a été le précurseur d’actions de recentrage, de relance des activités agricoles et de redynamisation du secteur.

La mise en œuvre de cette politique a conduit a l’accroissement de la production nationale grâce aux efforts considérables du soutien et de l’encadrement de I’Etat et ceux de tous les opérateurs économiques intervenant en amont, dans la sphère de production, et en aval, dans l’écoulement et la commercialisation des produits agricoles.

Ces efforts ont rendu plus que nécessaire I’organisation des activités de développement de la production agricole par filière, a travers notamment :

– la structuration des filières agricoles et la volonté d’assurer un encadrement interprofessionnel efficace et harmonieux avec la dynamique de croissance enregistrée par le secteur de l’agriculture ;

– la maitrise des systèmes de régulation des filières agricoles et l’amélioration de leur intégration dans l’environnement économique et commercial ;

– la coordination entre les différents intervenants publics et privés le long des segments de filière.

Ce processus appelle à la mise en place des organisations professionnelles et a la promotion notamment, des conseils interprofessionnels agricoles. Ces deniers, en plus qu’ils présentent le cadre idoine de concertation participative et de partage entre les acteurs, ils sont considérés comme des partenaires privilégiés des pouvoirs publics. Aussi, Ils constituent l’espace de convergence et d’arbitrage des intérêts, et de la régulation de la production agricole et de son adaptation aux conditions de l’offre sur les marchés

**FINANCEMENT ETUDES ET ENTREPRISES ECONOMIQUES**

Crédits Agricoles

I. Crédit d'exploitation RFIG :

Le crédit R’FIG est un crédit de campagne bonifié, octroyé par la BADR.

Le crédit R’FIG englobe le crédit de campagne et le crédit fédératif.

**Les bénéficiaires de ce crédit sont :**

Les agriculteurs et les éleveurs, à titre individuel ou organisés en coopératives, groupements, associations, ou fédérations ;

* Les fermes pilotes ;
* Les entreprises économiques qui concourent à l’intensification, la transformation, la valorisation et le stockage des produits agricoles.

**Caractéristiques du crédit R’FIG :**

C’est un crédit d’une durée de 2 années.

La couverture totale des charges d’intérêts est prise en charge par le Ministère de l’Agriculture et du Développement Rural et de la Pêche.

Tout bénéficiaire du crédit R’FIG qui rembourse entre 6 et 24 mois ouvre droit, à la prise en charge de la totalité des intérêts par le MADRP et à un autre crédit de même nature pour la période suivante.

Tout bénéficiaire du crédit R’FIG qui ne rembourse pas à l’échéance de deux années perd le droit de payement des intérêts par le MADRP et le supportera lui-même.

**Domaines couverts par le crédit R’FIG :**

**Crédit de campagne**

– Acquisition d’intrants nécessaires à l’activité des exploitations agricoles (semences, plants, engrais, produits phytosanitaires…).

– Acquisition d’aliments pour les animaux d’élevage (toutes espèces) demoyens d’abreuvement et de produits médicamenteux vétérinaires.

– Acquisition de produits agricoles à entreposer dans le cadre   
du systèmede Régulation des Produits Agricoles de Large Consommation « SYRPALAC ».

– Travaux culturaux,   moisson-battage.

**Crédit fédératif**

Le crédit fédératif s’adresse aux opérateurs intégrateurs,   
auxentrepriseséconomiques, aux coopératives et groupements   intervenant dans les activitéssuivantes :

* Transformation de la tomate industrielle ;
* Production de lait ;
* Production de céréales ;
* Production de semences de pomme de terre ;
* Unités de fabrication de pâtes alimentaires et couscous ;
* Conditionnement et exportation des dattes ;
* Production d’olive de table et d’huile d’olive ;
* Production de miel ;
* Production de produits de terroirs ;
* Création d’unités d’élevages et centres d’engraissement ;
* Insémination artificielle et transfert d’embryons ;
* Abattage avicole et découpe ;
* Commercialisation, stockage, conditionnement et valorisation desproduitsagricoles ;
* Production et distribution de petits outillages agricoles, irrigation,serres…. ;

II. Crédit d'investissement ETTAHADI :

Le crédit ETTAHADI est un crédit d’investissement bonifié   
et octroyé par la BADR, (dans le cadre de la création de nouvelles exploitations agricoles et d’élevage sur les terres agricoles non exploitées relevant de la propriété privée et du domaine privé de l’Etat).

Entreprises Publiques Economiques sous tutelle du MADRP

[**Groupe LAIT (GIPLAIT)**](http://madrp.gov.dz/agriculture/investissement/epe-sous-tutelle-du-madrp/)

Le Groupe Lait [**Giplait**](http://www.giplait.dz/)/SPA est l’un des plus importants producteurs de laits et produits laitiers en Algérie avec une capacité de production de plus de quatre (**04**) millions de litres/jour.

Outre la production et la commercialisation des laits et produits laitiers, le groupe a aussi pour mission de développer la production nationale de lait, comme il participe activement à la régulation du marché national du lait.

Avec plus de **4000**collaborateurs, le groupe compte seize (**16**) [**filiales**](http://www.giplait.dz/spip.php?article6) dont **15** spécialisées dans la production de laits et dérivés et une chargée de la gestion des [**fermes pilotes**](http://www.giplait.dz/spip.php?article21) **(19)**, dont la vocation principale est l’élevage de bovins laitiers.

[Groupe Agro-Logistique (AGROLOG)](http://madrp.gov.dz/agriculture/investissement/epe-sous-tutelle-du-madrp/)

[Groupe Valorisation des Produits Agricoles (GVAPRO)](http://madrp.gov.dz/agriculture/investissement/epe-sous-tutelle-du-madrp/)

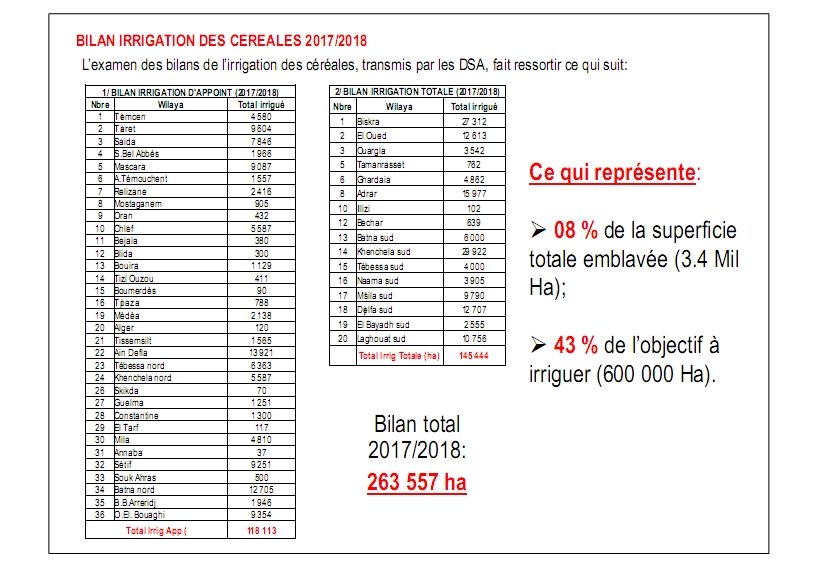
[Groupe Génie Rural (GGR)](http://madrp.gov.dz/agriculture/investissement/epe-sous-tutelle-du-madrp/)

Etudes Economiques

Il s’agit des études susceptibles d’orienter les politiques agricoles ainsi que les investissements publics du secteur financés à partir du budget du secteur ou cofinancés par des institutions financières internationales.

Un catalogue a été élaboré portant sur les études, les enquêtes ainsi que les revues et les publications réalisées entre la période (2001-2014).

Ce catalogue est présenté sous forme de fiche synthétique comprenant, un résumé, les bureaux d’étude et les auteurs de ces publications.



**DEVELOPPEMENT AGRICOLES DANS LES ZONNES ARIDES ET SEMIARIDES**

**Agriculture de montagnes**

**Développement de l’agriculture de montagne**

Les zones de montagne, s’étendant sur le long de la partie nord du pays et en bordure des hautes plaines steppiques, sont  d’une importance capitale dans  le  développement  socio- économique.  Elles  représentent  un  espace  potentiel  pour  le  redéploiement  de  certaines activités et la mise en place d’infrastructures de base nécessaires au maintien des populations et à l’attractivité territoriale.

En effet, ces zones couvrent, tout ou en partie, des **28** wilayas du Nord et concernent **453** communes, soit **29%** du total national, conformément à l’arrêté interministériel du 16 mai 1993, définissant les zones de montagnes. Elles occupent une superficie agricole totale (SAT) de

**2,53 millions d’ha** (Soit 61% de la superficie totale des zones montagneuses) dont une superficie agricole utile d’environ **1,7 millions d’ha** (Soit 20% de la SAU nationale). Les forêts et maquis couvrent une superficie de plus de **1,6 millions d’ha** et les parcours s’étalent sur près de **519 988 ha**.

Le cheptel animalier est composé de **639 100** têtes de bovins, **2 660 000** têtes d’ovins et de

**723 000** têtes de caprins. L’aviculture compte **67** millions de sujets (dont 60 millions de poulet de chair) et l’apiculture avec **613 000** ruches pleines.

L’activité agricole représente  la base de subsistance principale des populations qui y vivent et sont près de **7 millions d’hab.  (**Soit 17% du total national) dont  **3,5 millions d’hab**de population  rurale.  La  population  active  en  agriculture  est  de  **639 065**(Soit  23%  de  la population active totale).

Les  systèmes  de  production  agricole  sont  diversifiés  à  dominance  agro-sylvo-pastorale, dominés par une polyculture extensive associée à l’élevage et à l’exploitation des ressources forestières. Il est recensé **301 900** exploitations agricoles au niveau de ces zones, pour une valeur  de  production  agricole  évaluée  à  **450  milliards  de  DA**(année  2014),  soit  une contribution de **16%** à la valeur de la production agricole nationale.

Les zones de montagnes constituent un environnement socio-économique très dynamique et productif à longueur de l’année,  caractérisées par des diversités de combinaisons pour la subsistance,  intégrant  parfaitement  et  en  harmonie  l’activité   humaine avec ce milieu conjuguant la terre, l’eau, le végétal et l’animal. Malheureusement, ces zones sont soumises à une agressivité humaine et naturelle, accentuée par une surexploitation des ressources et un exode vers les centres urbains.

**Les principales contraintes observées :**

* Des  terres  agricoles,  en  général,  de  statut  juridique  privé,  issues  essentiellement  de l’héritage familial. Elles se caractérisent par des petites tailles n’excédant rarement les 5 ha, avec un fort morcellement du parcellaire et des terres situées en majorité sur des fortes pentes ;
* Un système de production de type extensif, dans la plupart des cas orienté vers une économie de subsistance, utilisant  très peu de facteurs de production. La main d’œuvre employée est en majorité familiale et peu qualifiée ;
* Une pression anthropique assez forte sur les ressources naturelles (sol, eau, végétation) faute de diversification de  sources  de revenus ce qui se traduit par l’extension d’une céréaliculture  marginale  sur  les  pentes  fortes  des  versants  fragiles  et  le  surpâturage engendrant  un  processus  d’érosion  des  sols  très  grave  menaçant  les  systèmes  de production en place ainsi que les ouvrages hydrauliques en aval.

Aussi, il y a lieu de signaler, la réalisation de projets visant l’emploi rural (PER), les projets pilotes de développement de l’agriculture de montage initié avec le FIDA et les projets menés par les associations en partenariat avec les institutions internationales. Ces projets constituent un riche réservoir d’enseignement et d’expérience à capitaliser pour un meilleur ciblage des futures actions de développement de l’agriculture de montagne.

C’est dans ce cadre qu’un groupe de travail a été mis en place, et a été chargé de proposer une  feuille  de  route  permettant  d’orienter  les  principaux  acteurs,  à  savoir :  les  services agricoles, des forêts et ceux des parcs nationaux, les chambres  d’agriculture, les Instituts concernés et les associations, afin de consolider les actions réalisées, et de proposer une approche  permettant  la  mise  en  cohérence  de  la  population  et  son  territoire  pour  une valorisation des acquis existants dans ces territoires, tout en tenant compte des spécificités agro-écologiques et des potentialités naturelles offertes.

Cette approche vise aussi,  la protection des  ressources  naturelles, la modernisation des activités agricoles, l’innovation dans  la diversification et la valorisation des productions et la levée des contraintes qui pèsent sur l’exploitation du foncier.

**La feuille de route en question a été présentée comme suit :**

* La création d’un organe de concertation, de coordination et de planification de l’action, « **Comité  Local** »  (au  niveau  de  chaque  wilaya  montagneuse)  pour  le  développement agricole  intégré  en  zone  de  montagne  permettant  l’implication  de  tous  les  acteurs concernés : administration, profession et population cible ;
* La réalisation d’un  **diagnostic** territorial participatif en tenant compte des spécificités des territoires et de leurs potentialités, les moyens d’existence et les capacités des populations à produire tout en préservant leur environnement ;
* La  **valorisation**des  réalisations  consenties  par  l’Etat  et  la  préservation  de  leurs importances socio-économique et environnementale ;
* La **valorisation** des potentialités et l’identification des zones de productions.
* La valorisation des **produits de terroirs** à forte valeur ajoutée spécifiques à chaque zone ;
* Le développement de la production animale, notamment par l’amélioration des élevages bovins de race locale et valorisation des élevages caprins et ovins ;
* Le développement de l’**économie forestière** par la valorisation et l’exploitation rationnelle des produits forestiers, ainsi que par le développement des activités d’agroforesterie et des activités entrant dans le cadre des périmètres d’autorisation d’usage au niveau du domine forestier national;
* La  valorisation  des  résultats  de  **recherche-développement**pour  l’adaptation  des pratiques culturales avec les moyens locaux (recherche- formation- vulgarisation) ;
* La valorisation du capital expérience des Parcs Nationaux au profit de la population locale, pour  la  promotion  d’activités  en  rapport  directe  avec  la  préservation  des  ressources naturelles notamment le développement de l’écotourisme ;
* La mise en place de programmes de **formations** spécifiques, adaptés à l’agriculture en zones de montagne, renforcés par la **vulgarisation** et l’assistance technique ;
* L’introduction **d’équipement agricole  et d’énergie, solaire et éolienne**, adaptés aux zones de montagnes ;
* L’**accompagnement** des agriculteurs pour une meilleure **organisation**, en coopératives et/ou associations, pour la promotion et la commercialisation des produits agricoles ;
* La  **protection**des  ressources  naturelles,  notamment  la  protection  des  terres  contre l’érosion  et  l’amélioration  des   conditions  de  vie  des  populations  par  des  actions structurantes de : désenclavement, électrification et mobilisation de la ressource en eau ;
* La **création** de petites unités de stockage, de transformation et de conditionnement des produits et sous-produits agricoles de la montagne.
* La **valorisation des pratiques** et savoir-faire locale et encouragement des initiatives ;

Et   compte  tenu   des   disparités  spatiales  du   territoire national,   les   orientations de développement agricole dans les zones de montagne doivent être différenciées par zone, en tenant compte de leurs potentialités  et de leurs spécificités, et ce, pour un développement harmonieux dans la perspective de la protection et la valorisation des ressources naturelles dans le cadre d’un développement durable.

L’objectif est d’avoir une approche qui permet de mettre en cohérence la population et son territoire en tenant compte des spécificités agro-écologiques et des potentialités offertes.

**Steppes et Parcours**

**Développement et préservation des parcours steppiques et modernisation de la filière des élevages ovin et caprin.**

Les systèmes de production dominants en zone steppique y sont fondés sur la liaison étroite entre l’agriculture et l’élevage, où sont pratiquées les cultures orientées vers la satisfaction des besoins  alimentaires  des  cheptels,  constituant  ainsi,  un   écosystème  steppique  devant permettre  l’adéquation  entre  les  ressources naturelles  et  les  besoins  de  l’activité  qui  s’y pratique.

Cependant, ce système subit une évolution régressive, ne cessant de se dégrader à cause des  contraintes  naturelles  et  anthropiques,  lesquelles  sont  à  l’origine  de  la  rupture  des équilibres  traditionnels  entre  l’activité  pastorale  et  les  ressources  naturelles  offertes,  se traduisant  par  une  régression  du  couvert  végétal  des  parcours,  aggravée  par  des  effets climatiques défavorables, un défrichement accéléré et le surpâturage incontrôlé.

Ces phénomènes touchent pratiquement la majorité des étendues de la steppe algérienne qui couvrent **25 wilayas** (8 steppiques,  13 agropastorales et 4 pastorales présahariennes) et d’une superficie totale de **32 millions d’hectares**, soit près de **14%** de la superficie du pays, et sont des pâturages et des nappes alfatières, caractérisées par une dynamique dominée par l’élevage, avec un cheptel composé de **23 410 694** têtes d’Ovins, dont **60 %** de reproductrices et de **3 997 372** têtes de Caprins, garantissant une fonction socio-économique qui représente

42% de la valeur ajoutée du secteur agricole et permettant le maintien des emplois et des revenus, cette activité profite à **80 %** de la population estimée à **9 millions** d’habitants.

Le constat demeure non encourageant puisqu’un fort pourcentage des parcours steppiques y sont réduits considérablement et restent prisés par les pasteurs, et ce, malgré l’intervention des pouvoirs publics, qui depuis les anné

**Agriculture Saharienne**

**Programme électrification agricole**

L’énergie, et plus précisément  l’électrification  agricole  n’a connu de prise en charge autant  qu’action distincte qu’à partir de l’année 1995. Antérieurement à cette date, l’action faisait  partie  intégrante du programme  classique  d’électrification  qui   répondait  quasi   exclusivement  aux  besoins  domestiques. Jusqu’en 1988, où une portion de 13% de ce programme a été annuellement consacrée à  l’agriculture pour l’encadrement des opérations d’accession à la propriété foncière  agricole « APFA » et des actions de mise en valeur isolées.

Les demandes pressantes et insistantes des agriculteurs  au niveau local relatives à cette action ont amené le gouvernement à prendre des mesures particulières  afin de lever les contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des opérations de mise en valeur agricole.

Vers une redynamisation de l’électrification agricole.

**SERVICES PHYTOSANITAIRE**

Le Ministère de L’Agriculture du Développement Rural et dela Pêche exerce L’Autorité - Phytosanitaire Nationale et les missions sont assurées par La Direction de la Protection des Végétaux et des Contrôles Techniques, chargée de :Loi 87-17 du 1 aout 1987 relative à la protection phytosanitaireExercer les missions d’autorité nationale dans les domaines phytosanitaire et phytotechnique.

* Élaborer et de veiller à la mise en ouvre des politiques d’accompagnement et de soutien pour la protection et la valorisation du matériel végétal ;
* Élaborer et de veiller à la mise en ouvre de la règlementation phytosanitaire, phytotechnique ainsi que celle liée à la protection des obtentions végétales, notamment celle relative à la production, l’importation, l’exportation, la distribution et l’utilisation des intrants agricoles (semences, plants, variétés, engrais et produits phytosanitaires à usage agricole) ;
* Assurer les contrôles phytosanitaires et phytotechniques aux frontières et à l’intérieur du territoire national des produits végétaux ou d’origine végétale et des intrants agricoles (semences, plants, variété, engrais et produits phytosanitaires à usage agricole) ;
* Mettre en place une veille phytosanitaire nationale et des plans d’intervention contre les ennemis des végétaux pour la préservation des productions agricoles ;
* Participer et de suivre, avec les organismes nationaux et internationaux, les activités normatives en matière de protection phytosanitaire et de contrôle des semences et plants.

La Direction de la Protection des Végétaux et des Contrôles Techniques comprend trois (3) sous-directions :

**La sous-direction des contrôles techniques chargée de :**

* Assurer les contrôles phytosanitaires aux frontières et à l’intérieur du territoire national ;
* Assurer l’analyse, l’Evaluation et la gestion des risques liés aux activités de contrôle phytosanitaire et leur incidence sur les productions agricoles ;
* Participer et de suivre, avec les organismes internationaux, les activités liées à l’élaboration et à la mise en ouvre des normes en matière de contrôle phytosanitaire et de la quarantaine végétale.

**La sous-direction des homologations et des agréments chargée de :**

* Gérer, d’animer, d’analyser et de valoriser les activités des homologations des variétés et des produits phytosanitaires à usage agricole ;
* Gérer les agréments et de délivrer les autorisations règlementaires pour l’exercice de l’activité de fabrication, de l’importation, de la commercialisation et autres prestations de services liées aux produits phytosanitaires à usage agricole ;
* Mettre en place et de veiller à l’application des dispositions législatives et règlementaires permettant la promotion et l’octroi des droits de protection intellectuelle à toute obtention végétale ;
* Assurer la gestion de l’index phytosanitaire et des catalogues des espèces et des variétés protégées ainsi que celui relatif aux espèces et aux variétés autorisées à la production et à la commercialisation.

**La sous-direction de la veille phytosanitaire chargée de :**

* Mettre en place et de conduire le système de veille phytosanitaire national et d’intervention contre les ennemis des végétaux ;
* Définir et de mettre en ouvre les mesures de soutien et d’accompagnement pour la mise en place des dispositifs d’intervention contre les ennemis des végétaux ;
* La coopération nationale et internationale dans le domaine phytosanitaire et phytotechnique.

Les missions de contrôles sont exercées sur tout le territoire national et au niveau de tous les postes frontières (portuaires, aéroportuaires et terrestre) par des agents qualifiés de l’inspection phytosanitaire assermentés et commissionnés placées sous l’autorisé administrative de la direction des Services Agricoles de wilaya.

SERVICES VETERINAIRES

Organisation

 exercer l’autorité vétérinaire nationale et de définir  
la stratégie sanitaire vétérinaire ;

 de préparer, de suivre, de contrôler et d’évaluer la législation et la réglementation relatives à la santé animale et zoonoses, au bien-être et à l’identification des animaux ainsi qu’à la sécurité sanitaire des produits animaux et d’origine animale, y compris les produits de la pêche et de l’aquaculture destinés à la consommation humaine et à l’alimentation animale ;

 de contrôler l’exercice professionnel vétérinaire et la pharmacie vétérinaire ;

 de définir et de mettre en œuvre les politiques d’accompagnement et de soutien pour le développement et la protection de la santé animale ;

 de collaborer et de participer avec les organismes nationaux et internationaux spécialisés dans le domaine vétérinaire.

MINISTERE DE L’AGRICULTRURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL –Législations et reglementations, (2017)